

montée en flèche des coûts des programmes de dépenses au titre des politiques de bien-être social, financés en partie par un accroissement rapide du fardeau fiscal des contribuables, mais aussi par des emprunts massifs. Bref, il y a eu une forte tendance au cours des 20 ou 25 dernières années à décider de l'allocation des ressources sur la base de facteurs politiques plutôt qu'économiques. Un retour à une meilleure rationalité et à une plus grande efficacité économique constitue donc un défi de taille tant au niveau national qu'international. Dans cette optique, on se fait déjà de soi-même une idée des limites de la coopération internationale comme solution à ces problèmes.

### **L'interdépendance: mythe ou réalité?**

Depuis 1945, l'intégration des économies s'est accélérée sous l'influence des efforts faits par le FMI et le GATT pour promouvoir la libéralisation du système des paiements et du commerce. Le développement rapide des marchés internationaux de capitaux a aussi renforcé cette tendance. Avec cette intégration les pays individuels en sont venus à s'intéresser de plus en plus aux politiques économiques et commerciales de leurs voisins. On s'est donc mis à parler d'interdépendance et de la nécessité de la coopération internationale. Mais au sens propre de la gestion macro-économique, peut-on véritablement parler d'interdépendance?

On a peut-être eu tendance à conclure que l'intégration a conduit à une interdépendance d'importance égale pour les différentes parties en cause. Ceci est dû au fait que ce concept a souvent été mis de l'avant pour des raisons politiques par les pays se sentant plus vulnérables aux politiques des autres. Que l'on songe par exemple à l'emphase mise sur ce concept dans les relations nord-sud. Mais au plan des relations macro-économiques, il faut bien se rendre compte que l'intégration a aussi conduit à un phénomène de *dépendance*, puisque l'impact des politiques des différents pays sur leurs partenaires varie directement en fonction de leur poids dans l'économie internationale.

Au niveau des pays du Sommet par exemple, la prépondérance des Etats-Unis, avec presque 50 pour cent du PNB combiné des sept, est évidente. Les politiques des autres pays sont directement affectées et, dans certains cas, presque déterminées par les politiques américaines. Les récentes tentatives infructueuses des pays européens de rompre le lien avec les taux d'intérêt réels élevés prévalant aux Etats-Unis témoignent de cette dépendance.

Au niveau de l'OCDE, les plus petits pays industrialisés se sentent dépendants des développements aux Etats-Unis, en Allemagne et au Japon, et l'ardeur avec laquelle plusieurs ont tenté depuis quelques années de placer le fardeau de la reprise économique sur ces pays en est un indice indéniable. A l'échelle mondiale, le même phénomène de dépendance se manifeste puisque les pays en développement se sentent très vulnérables, et avec raison, aux développements négatifs dans les pays industrialisés.

### **Dépendance . . . ou alibi?**

La chaîne de dépendance est donc claire et implacable et place les plus grands pays industrialisés, et notamment les Etats-Unis, dans une position